

Communiqué de presse

Le 15 juin 2011

Depuis le début de l'année 2010, les organisations membres de la campagne « Racket » ont été reçus à quatre reprises par les services de Bercy en charge de la fiscalité au sujet des injustices fiscales que subissent les travailleurs sans papiers.

La dernière rencontre remonte au 30 mai dernier et nous avons confirmé à la représentante des ministres que de nombreux travailleurs sans papiers avaient reçus un avis d'imposition ou de non imposition l'an dernier et surtout une déclaration de revenus 2010 pré-imprimée ces dernières semaines.

Pour eux, comme pour nous, la reconnaissance de leur existence par l'administration fiscale ne peut que contribuer à leur régularisation : Nous avons demandé à l'administration des Finances Publiques d'intervenir dans ce sens auprès des membres du gouvernement afin de mettre un terme à l'hypocrisie qui règne sur la situation des travailleurs sans papiers.

D'autre part, nous avons réitéré notre demande de réponses aux deux questions que nous avons déjà posées mais pour lesquelles nous n'avons jamais eu de réponses de la part des ministres Lagarde et Baroin :

- Pourquoi persistez-vous à vouloir pénaliser les travailleurs sans papiers qui sont contraints de travailler « au noir » par leurs patrons en ne leur accordant pas la Prime Pour l'Emploi alors qu'ils ont l'honnêteté de déclarer leurs revenus ?
- Comment pouvez-vous accepter que le gouvernement dont vous êtes membres favorise le travail au noir, donc la fraude fiscale et sociale, en ne régularisant pas les travailleurs sans papiers qui participent activement à l'économie dans le bâtiment, la restauration, l'intérim et l'aide à la personne notamment ?

De plus, au regard de l'actualité, nous souhaitons aussi connaître le sentiment de la Ministre de l'économie au sujet de l'apport des travailleurs immigrés, dont certains sont sans papiers, dans les métiers en tension dont la liste a été établie par Bercy à l'automne 2007.

Enfin, nous nous félicitons que la représentation nationale se soit saisie de ce sujet par la voie de la députée PS Michèle Delaunay qui a posé une question écrite au gouvernement sur la base de notre argumentaire.

Mais aujourd'hui, nous n'avons toujours aucune réponse de Bercy. Faudra-t-il une nouvelle mobilisation des travailleurs sans papiers pour obtenir une réponse ?

Pour plus d'informations :

http://snuisudtresor.fr/agt_adh/actualite/2009/juillet/sans_pap_290709.html